

14 juillet 2023, fête nationale ou défaite démocratique ?

Le pouvoir macroniste en échec dans les domaines social, environnemental et démocratique ne cesse de créer des tensions dès qu'une lutte, une contestation se fait jour : lois de régression sociale, inaction climatique, onze utilisations du 49-3 en un an, mépris des syndicats et associations, répression parfois très violente et clairement disproportionnée, criminalisation des militant.es, dissolution des Soulèvements de la Terre, menaces et intimidations à l'encontre d'associations référentes comme Anticor, ATTAC, LDH, diabolisation de La France

Insoumise, violences policières, entretiennent un contexte délétère et exaspérant, créant un climat de guerre civile qui lui sert dorénavant de seule légitimité.

Le pouvoir macroniste démontre ainsi ce que « séparatisme républicain » veut dire. Diviser le peuple, monter les gens des quartiers les uns contre les autres, les campagnes contre les villes, les blancs contre les non-blancs, le pouvoir de l'ordre contre le peuple du désordre avec ses élu.es insoumis.es et quelques autres.

Macron et son gouvernement se donnaient 100 jours pour apaiser le pays : résultat, ils envoient 130 000 policiers et gendarmes pour faire peur et exciter les réflexes sécuritaires, à l'instar de tous les pouvoirs rejetés par leur peuple.

Le Parti de Gauche dénonce la décision du gouvernement de déployer les 13 et 14 juillet, un dispositif policier hyper militarisé, jamais vu en France.

Le Parti de Gauche soutient les initiatives visant à célébrer à nouveau le 14 juillet de la grande Révolution française par des manifestations populaires. Ces manifestations existaient dans les années 30, elles furent stoppées par Pétain puis interdites après la tuerie du 14 juillet 1953 au cours de laquelle six Algériens et un Français cégétiste ont été tués à bout portant par une police raciste.

La force révolutionnaire que le 14 juillet 1789 a permis de déclencher, associée à la célébration de la mémoire la protestation anti-coloniale du 14 juillet 1953, doivent retrouver leur juste place dans la mémoire et l'action collective de toutes les Françaises et tous les Français.

CONTACT

Stéphane JEUNEUX

Parti de Gauche

0757181585 · stephane.jeuneux.dafpg@proton.me